

Accord national interprofessionnel
ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES DEMANDEURS D'EMPLOI
DANS LEUR ACCÈS À L'EMPLOI

AVENANT N° 1 À L'ACCORD DU 7 AVRIL 2011
RELATIF À L'ACCOMPAGNEMENT ET À LA FORMATION
NOR : ASET1350410M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 1^{er} et 3 de l'ANI du 7 avril 2011 sont prolongés jusqu'au 30 juin 2013, afin de permettre l'accompagnement de 20 000 jeunes supplémentaires, soit 10 000 accompagnés par Pôle emploi et 10 000 jeunes accompagnés par les missions locales.

Article 2

L'ensemble des actions d'accompagnement et de formation, visées à l'article 1^{er} du présent avenant, est financé par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, à hauteur de 30 millions d'euros.

Article 3

Les signataires du présent accord demandent à Pôle emploi d'affecter, jusqu'au 30 juin 2013, 15 000 préparations opérationnelles à l'emploi (POE) et actions de formation préalables au recrutement (AFPR), aux jeunes de moins de 30 ans ayant des difficultés d'accès à l'emploi, avec une attention particulière portée aux jeunes les moins qualifiés.

Parallèlement, les signataires du présent accord demandent que les conventions cadres entre les OPCA et Pôle emploi relatives à la POE contiennent des engagements chiffrés en faveur de jeunes de moins de 30 ans. Ils demandent aux OPCA et aux OPACIF, dans le cas où la convention avec Pôle emploi a déjà été signée, d'accorder une attention particulière aux jeunes de moins de 30 ans.

De plus, parmi les critères de l'appel à projets du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels sur la préparation opérationnelle à l'emploi, doit figurer l'engagement selon lequel 2 500 POE seront réalisées pour un public de moins de 30 ans jusqu'au 30 juin 2013.

Article 4

Le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels devra prévoir la part de financement et les engagements chiffrés sur le nombre d'actions bénéficiant aux jeunes de moins de 30 ans pour 2013.

Article 5

Les organisations signataires du présent avenant se réuniront fin avril 2013, afin d'établir un bilan des mesures actées dans les articles 1^{er} et 2 du présent avenant et d'en examiner le prolongement.

Article 6

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1^{er} janvier 2013.

Fait à Paris, le 20 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)